

# AMNESTY INTERNATIONAL

## Déclaration publique

Index AI : AFR 25/007/2007 (Public)  
Bulletin n° : 084  
ÉFAI  
27 avril 2007

### **Éthiopie. La situation des « otages » chinois et les homicides perpétrés lors des attaques des rebelles suscitent des inquiétudes**

Amnesty International est préoccupée par la sécurité de sept ressortissants chinois enlevés le 24 avril dans l'est de l'Éthiopie par le Front de libération nationale de l'Ogaden (FLNO). L'opposition armée les a emmenés dans un lieu inconnu après avoir attaqué un site d'exploration pétrolière d'une filiale de la société pétrochimique chinoise Sinopec. L'attaque a eu lieu à Abole dans le district de Degabur à plus de 500 kilomètres à l'est d'Addis-Abeba en direction de la frontière avec la Somalie.

L'attaque a fait neuf morts parmi les employés civils chinois. Il pourrait s'agir d'homicides ciblés. Selon certaines informations, 65 Éthiopiens auraient également été tués sans que l'on sache dans quelle proportion il s'agissait de soldats protégeant le site ou d'ouvriers travaillant sur le site.

Amnesty International demande au FLNO de traiter les personnes enlevées avec humanité et de les libérer immédiatement en toute sécurité.

Les sept ressortissants chinois enlevés seraient Li Genhai, directeur de la production ; Xu Jianfeng, responsable des ressources humaines ; Yang Qingwu, médecin ; Zhang Xiaoyu, ingénieur ; You Jindong, responsable de l'équipement ; Ke Weitao, préposé à l'équipement et Chen Wenxiang, mécanicien. On ignore les circonstances exactes des événements.

Les homicides ciblés et les enlèvements de civils violent le droit international humanitaire, qui s'applique à tous les groupes armés.

#### **Complément d'information**

Le FLNO se bat depuis plus de dix ans en faveur de l'autodétermination de la région de l'Ogaden peuplée en majorité de membres de l'ethnie somalie et qui dispose d'une assemblée régionale et de ses propres partis politiques. Le FLNO avait menacé précédemment les sociétés pétrolières étrangères qui ne quitteraient pas la région.

Le gouvernement éthiopien a qualifié l'attaque de « *massacre* » et a accusé le gouvernement érythréen d'en être à l'origine, ce que l'Érythrée a démenti. L'Érythrée abrite et soutient le FLNO. Les tensions entre l'Éthiopie et l'Érythrée sont toujours vives depuis le conflit frontalier qui les a opposées en 1998 - 2000.